



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 06/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE TIGNIEU

Eurovia Smag
126 rue de l'Ile du Pont
38340 Voreppe

Références : 20230605-Is083SS
Code AIOT : 0006101099

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement CARRIERES DE TIGNIEU implanté Les sables, chemin de pan perdu 38230 Tignieu-Jameyzieu. L'inspection a été annoncée le 26/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE TIGNIEU
- LES SABLES PAN PERDU chemin de pan perdu 38230 Tignieu-Jameyzieu
- Code AIOT : 0006101099
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°2005-14084 du 25 novembre 2005 complété par l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2018-06-05 du 4 juin 2018 pour les rubriques suivantes :
2510 - carrière d'une capacité de production maximale de 300 000 t/an ;
2515 - installation de lavage concassage de matériaux d'une puissance de 250 kW.
La production est essentiellement destinée à la fabrication de matériaux pour le béton.
La carrière fait l'objet d'un remblayage avec des matériaux inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prélèvement d'eau et rejets
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	accès des carrières	Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 6.4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 7.3	/	Lettre de suite préfectorale	Prochaines analyses
8	Rejet d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 10.2 et 10.3	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 2	/	Sans objet
2	clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 5	/	Sans objet
3	Panneaux d'information	Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 6	/	Sans objet
6	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 7.8	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 10	/	Sans objet
9	incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 12	/	Sans objet
10	Déchets	Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 13	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet
12	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de cette carrière est terminée dans le cadre de l'autorisation en cours. Des travaux de remise en état ont été réalisés sur la partie nord-Ouest et se poursuivent sur une parcelle isolée (parcelle n°75).

Les installations de traitement fonctionnent toujours. Elles sont alimentées par des matériaux provenant d'un site voisin (site Dechanoz).

L'alimentation en eau de ces installations devra faire l'objet des modifications nécessaires pour réduire le prélèvement dans le milieu naturel. Dans l'attente de ces modifications, les mesures de restriction du prélèvement qui pourront être prescrites par un arrêté préfectoral "sécheresse" seront applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalités d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur moyenne de la découverte est d'environ 0,5 m. La hauteur de banc exploitable est de 15 m. La cote limite en profondeur est de 186 m NGF.
Constats : L'extraction est achevée sur ce site. La remise en état a été effectuée sur une partie des terrains, lesquels ont été rendus à l'agriculture. Le remblayage et la remise en état se poursuivent sur une autre partie de l'exploitation (parcelle 75).
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Il n'y a plus de zone d'extraction. Toutefois le site restant en activité (présence d'une plateforme de transit, d'une installation de traitement des matériaux et d'un secteur en cours de réaménagement), les clôtures et/ou merlons sont toujours présents et maintenus en bon état. L'entrée du site est contrôlée (barrière, bureau d'accueil).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Panneaux d'information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Les panneaux réglementaires sont installés à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : accès des carrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'évacuation des matériaux se fera par le chemin d'accès à la carrière, le chemin de Pan perdu et le

CD65B. L'accès au CD65B sera goudronnée sur 320 mètres. Aucun accès ne se fait sur les RD18 et 18D.
Constats : L'accès se fait par le chemin de Pan Perdu et la RD65b. L'état du chemin est dégradé, notamment à proximité du carrefour avec la RD 65b, ce qui provoque un entraînement de matériaux sur la chaussée de la RD 65b. L'exploitant précise qu'une balayeuse intervient 3 fois par semaine pour nettoyer la RD 65b en accord avec la commune de Saint Romain de Jalionas. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant son obligation de goudronner le chemin sur 320 mètres si une activité perdure sur ce site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 5 : épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction est limitée en profondeur à la cote de 186 m NGF, pour une épaisseur d'extraction maximale de 15m. 2 tubes piézométriques devront être installés à l'aval et à l'amont hydrogéologique de la carrière. Il sera effectué une analyse annuelle de type C3 (physico-chimique) et de type C4a (hydrocarbures et phénol).
Constats : L'extraction est achevée. La cote fond de fouille mentionnée sur le dernier plan d'exploitation pour les zones non remblayées est supérieure à 186mNGF. 2 tubes piézométriques sont implantés en amont et en aval hydraulique du site et sont toujours utilisés pour les analyses semestrielles. Les résultats des analyses (juin et décembre 2022) ont été consultés. Ils n'appellent pas d'observations sur les paramètres analysés. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que l'analyse des phénols doit être faite étant prescrite par l'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 6 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 7.8
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au

<p>moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés :</p> <p>les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres avec un repérage par rapport au cadastre ; les bords de la fouille ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; les zones remises en état ; des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation est à jour au 26 janvier 2023. Il comporte l'ensemble des items requis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le ravitaillement des engins de chantiers est effectué sur une aire étanche en béton relié à un débourbeur-déshuileur.</p> <p>Ce dernier a été vidangé le 14 mars 2023. L'évacuation (prise en charge, installation de traitement...) des déchets issus de cette vidange est enregistrée sur le site "Trackdéchets".</p> <p>Le stockage des hydrocarbures est réalisé dans une cuve à double-paroi située dans un container dédié.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : prélèvements d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 10.2 et 10.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>10.2 : La quantité maximale annuelle d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 18 000 m³ et ce pour un débit instantané maximal de 18m³/h. L'installation de prélèvement sera munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé. Le relevé sera fait journalièrement, hebdomadairement et les résultats seront inscrits sur un registre.</p> <p>10.3 : La qualité des eaux souterraines à l'aval du site sera vérifiée 2 fois par an sur le puits de pompage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'eau est prélevée directement dans la nappe affleurante (dans une zone extraite).</p> <p>Après utilisation pour le lavage des matériaux, cette eau est rejetée dans un premier bassin de décantation.</p> <p>Par surverse l'eau décantée est dirigée vers la nappe affleurante.</p> <p>La consommation d'eau est relevée toutes les semaines.</p> <p>Le prélèvement déclaré sur Gerep pour l'année 2022 par l'exploitant est de 330 000 m³. Cette eau est rejetée dans le plan d'eau résiduel pour environ 85 % du volume.</p> <p>Cette technique ne répond pas à la mise en œuvre des meilleures techniques de recyclage des eaux industrielles.</p> <p>Un investissement est prévu par l'exploitant pour mettre en place un clarificateur (décantation - floculation des eaux de lavage) afin de répondre à ces meilleures techniques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suites préfectorales</p>

N° 9 : incendie et explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de 21 extincteurs vérifiés annuellement.</p> <p>Le dernier rapport de visite date du 31 mai 2022.</p> <p>Le plan d'eau résiduel est accessible aux pompiers pour installer un pompage si nécessaire.</p> <p>L'exploitant a prévu de mettre en place un raccord pompier sur le futur bassin d'eaux claires des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>

Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.
Constats : Les déchets produits sont essentiellement des déchets non dangereux (ferraille, bois, emballages). Ils sont pris en charge par une société spécialisée (Arc en Ciel recyclage). Les huiles issues de l'entretien des engins sont directement reprises par le prestataire chargé de cet entretien. Ces déchets sont stockés dans des bennes dédiées et les liquides sur des rétentions adaptées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière est établi et révisé tous les cinq ans. Il est transmis au préfet.
Constats : Le plan de gestion des déchets inertes a été mis à jour en juin 2022. Les seuls déchets inertes produits par cette carrière sont les boues issues de l'installation de traitement des matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2005, article 16
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation de poursuite d'activité est conditionnée par la constitution effective des garanties financières. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement. Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins trois mois avant leur échéance.
Constats :

L'acte de cautionnement relatif aux garanties financières a été transmis à l'inspection des installations classées. Il est valide jusqu'au 24 novembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet